



DÉBATS

Précarité en Allemagne: pour en finir avec les idées reçues



**EUDOXE DENIS
ET LAETITIA
STRAUCH**

Les auteurs* démontrent que les inégalités en Allemagne, souvent mises en exergue pour critiquer la politique d'Angela Merkel, y sont moindres qu'en France.

A la sortie d'un été de « German bashing » inédit, et alors que les élections allemandes se profilent, il est temps de rétablir un certain nombre de vérités. Nombreux sont ceux qui ont encensé l'ouvrage de Guillaume Duval, *Made in Germany* [Seuil], dépeignant une Allemagne à la Charles Dickens, temple de la précarité et des « jobs à un euro ». Cet ouvrage frise pourtant la mauvaise foi, tant les données sur lesquelles il s'appuie semblent interprétées de manière partielle, quand elles ne sont pas tout simplement datées ou incomplètes.

Concernant le chômage, Duval ne nie pas les chiffres, mais les note en passant, comme s'ils étaient anecdotiques. Est-il anecdotique qu'en Allemagne le chômage se soit contracté de moitié entre 2005 et 2012, pour ne plus concerner que 5,5 % de la population active, quand la France voyait le sien passer de 9,3 % à 10,3 % durant la même période ? Est-il anecdotique que ce soient les jeunes et les chômeurs de longue durée qui ont le plus bénéficié de cette embellie, quand ces mêmes catégories continuent à payer un lourd tribut au sacro-saint modèle social français ? Mais ce sont surtout deux thèmes particulièrement sensibles qui concentrent la critique des détracteurs des réformes Hartz : la pauvreté et les inégalités. La pauvreté aurait augmenté

en Allemagne depuis les réformes Hartz, nous dit-on. Mais de quelle pauvreté parle-t-on ? Si l'on s'en tient à la mesure de la pauvreté relative (soit la proportion de la population se situant en dessous de 60 % du revenu médian), il est vrai que celle-ci s'est davantage accrue en Allemagne qu'en France, et qu'elle y est légèrement plus élevée (15,8 % contre 14 % en 2011, selon Eurostat), même si les tendances actuelles (stabilisation en Allemagne, augmentation en France)

La part des ménages estimant joindre les deux bouts « avec difficulté » est passée en France de 56,8 % en 2005 à 61,1 % en 2011, tandis qu'elle baissait en Allemagne dans la même période de 47,4 % à 21,2 %

sont désormais défavorables à notre pays. Ajoutons toutefois que l'augmentation de la pauvreté a principalement concerné les chômeurs célibataires en capacité de travailler - ce qui était justement le but des réformes Hartz : faire en sorte que le travail paye davantage que l'inactivité ! Ajoutons aussi qu'une comparaison plus fine montrerait combien l'Allemagne a su contenir davantage l'évolution de la pauvreté infantile, ainsi que celle des jeunes adultes et des familles, quand notre pays se distinguait surtout sur le front des retraités.

S'arrêter à la mesure de la pauvreté relative reste toutefois insuffisant. Sa

véritable mesure doit se fonder sur la comparaison des niveaux de vie. Et il s'avère qu'aujourd'hui les Allemands jouissent d'un niveau de vie supérieur au nôtre.

Pour citer trois cas types, le gain net (soit le salaire brut dont on retire les cotisations sociales et les impôts sur le revenu et auquel on ajoute les allocations familiales) d'un célibataire sans enfant gagnant le salaire moyen est 9 % plus élevé en Allemagne qu'en France

en 2012, contre seulement 2 % en 2000 et 6 % en 2003.

Le gain net d'un couple gagnant respectivement 100 % et 67 % du salaire moyen

avec deux enfants est 16 % plus élevé en Allemagne qu'en France en 2012, contre 7 % en 2000. Enfin, le gain net d'une personne seule gagnant 67 % du salaire moyen avec deux enfants est 26 % plus élevé en Allemagne qu'en France en 2012, contre 22 % en 2000.

Par ailleurs, le ressenti comparé des Français et des Allemands denote un différentiel croissant entre leur pouvoir d'achat. La part des ménages estimant joindre les deux bouts « avec difficulté » est passée en France de 56,8 % en 2005 à 61,1 % en 2011, tandis qu'elle baissait en Allemagne dans la même période de 47,4 % à 21,2 %.

Le paradoxe veut donc que, dans le même temps ou certains désignent les réformes du marché du travail allemand comme désastreuses pour le niveau de vie de nos voisins, nos concitoyens soient eux-mêmes de moins en moins satisfaits du leur. Ainsi, selon le baromètre Ipsos SPF 2013, 41 % des Français déclarent avoir déjà connu la précarité.

Autre point de critique, les lois Hartz auraient accru les inégalités. Or, non seulement l'accroissement des inégalités en Allemagne s'est inverse en 2007, mais la France a pris le chemin contraire (l'indice de Gini a ainsi augmenté de 4,2 points entre 2007 et 2011, pour atteindre 1,8 point de plus qu'en Allemagne), alors même que les dépenses sociales augmentaient dans notre pays et diminuaient outre-Rhin.

Confirmée par la publication récente de l'enquête « Revenus fiscaux et sociaux » de l'Insee, cette évolution devrait plaider pour une réforme à l'allemande aussi vite que possible. La France ne peut plus se permettre de différer une véritable libéralisation du marché du travail. Car la véritable précarité, c'est bien le chômage.

** Respectivement directeur et chargée des études de l'Institut de l'entreprise. Tous deux ont participé, avec Alan Fabre, à l'écriture de la note « Allemagne miracle de l'emploi ou désastre social ? », septembre 2013.*